

Veille de l'Observatoire
Numéro 56 (décembre 2009)

La veille de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, paragouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes.

L'information est présentée selon le niveau d'intervention. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.

Pour recevoir la Veille de l'Observatoire par courriel, SVP en faire la demande en communiquant avec criec@uqam.ca

DANS CE NUMÉRO:

1. Bilan démographique du Québec 2009
2. Journée des droits de l'homme 2009: lutte contre les discriminations en Alberta
3. La diversité de la communauté francophone de l'Ontario
4. Enquête sur les minorités et la discrimination dans l'Union européenne
5. Outil de lutte contre la haine sur internet
6. Revue de l'année du Conseil canadien pour les réfugiés
7. Lutte contre la discrimination religieuse en Europe
8. Droits humains des migrants dans le monde
9. Politiques d'immigration de l'Union européenne
10. La Convention comme outil de protection des travailleurs migrants
11. Immigration illégale aux États-Unis

GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARA-GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

AU QUÉBEC...

1. Bilan démographique du Québec 2009

L'**Institut de la statistique du Québec** vient de publier *Le bilan démographique du Québec, Édition 2009* (<http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2009/bilan2009.pdf>). Le document contient un chapitre dédié aux *Migrations interprovinciales et internationales*, dans lequel on peut lire que le Québec a accueilli 45 200 immigrants en 2008, les trois principaux pays d'origine de ces immigrants étant l'Algérie (8,1%), la France (8%) et le Maroc (7,9%). Les travailleurs qualifiés comptent pour 59% de l'immigration totale, et l'âge moyen des immigrants est de 27,4 ans. Selon ces statistiques, quatre immigrants sur cinq sont toujours présents 18 mois après leur arrivée. Finalement, bien que le nombre de résidents non permanents constituent une population dont l'effectif est très difficile à estimer, on constate une augmentation importante dans cette catégorie. Selon les données provisoires, le Québec compterait 93 000 résidents non permanents, soit le plus haut niveau jamais enregistré pour cette catégorie.

AILLEURS AU CANADA....

2. Journée des droits de l'homme 2009: lutte contre les discriminations en Alberta

Dans le cadre de la *Journée des droits de l'homme 2009*, axée sur la non-discrimination, le **gouvernement de l'Alberta** a mis à disposition deux nouvelles ressources afin d'encourager ses citoyens à agir pour la lutte contre la discrimination.

Le **Human Rights Education and Multiculturalism Fund (HREM Fund)** du **gouvernement de l'Alberta** a publié un nouveau rapport qui vise à aider les organismes communautaires dans leurs efforts de lutte contre la discrimination, intitulé *Annotated Bibliography: Diversity Resources*

(<http://culture.alberta.ca/humanrights/bibliography/bibliography.pdf>). Comme son nom l'indique, ce document se présente sous la forme d'une bibliographie annotée identifiant tous les projets soutenus par le **HREM Fund** et contenant des liens à chaque publication citée.

Le **Alberta Hate Crimes Committee (AHCC)** du **gouvernement de l'Alberta** a quant à lui dévoilé le guide *Hate Crimes: What You Should Know and What You Can Do!*

(<http://www.calgarycentreforculture.org/blog/wp-content/uploads/2009/12/Hate-Crimes-What-You-Should-Know-and-What-You-Should-Do.pdf>). Des recherches évaluent que seulement 10% des crimes haineux sont rapportés aux autorités. Ce guide a été élaboré afin d'encourager et d'aider les témoins et victimes de crimes haineux à intervenir.

3. La diversité de la communauté francophone de l'Ontario

L'**Office des affaires francophones** du **gouvernement de l'Ontario** et **La Fondation Trillium de l'Ontario** viennent de présenter leur nouveau rapport *Profil de la communauté francophone de l'Ontario 2009*

(<http://www.ontario.ca/fr/communities/francophones/profile/index.htm>). Le rapport révèle que la communauté francophone de l'Ontario présente une proportion élevée d'immigrants récents. Notamment, 22 % des immigrants francophones de l'Ontario y sont arrivés entre 2001 et 2006.

De plus, 10 % des francophones ontariens s'identifient comme «minorités visibles», et environ 14 % des francophones de l'Ontario sont nés à l'extérieur du Canada. La majorité des immigrants francophones sont nés en Europe (36,7 %) et en Afrique (41,2 %). L'Ontario compte la plus grande communauté francophone hors du Québec. Ce nouveau profil reflète la diversité de cette population.

DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES...

4. Enquête sur les minorités et la discrimination dans l'Union européenne

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) vient de rendre publique sa plus volumineuse enquête sur les minorités et la discrimination intitulée *EU-MIDIS : European Union Minorities and Discrimination Survey*

(http://fra.europa.eu/fraWebsite/attachments/eumidis_mainreport_conference-edition_en.pdf).

Ce rapport présente les résultats de l'enquête portant sur les expériences vécues par plus de 23 000 personnes immigrantes et membres de minorités ethniques dans les 27 États membres de l'Union européenne. L'Agence s'est penchée sur les expériences des répondants quant à «la discrimination fondée sur leur statut d'immigré ou leur appartenance à une minorité ethnique» dans neuf domaines de la vie quotidienne, comprenant entre autres l'emploi, les services publics (santé et sociaux, éducation) et différents services privés (restaurants, magasins, banques). L'enquête examine également les expériences des victimes de crimes, et tente de déterminer si ces crimes ont été motivés par des critères racistes. Le rapport révèle des taux élevés de discriminations, de crimes à caractère raciste et de victimisation, et le travail est le domaine où de telles pratiques sont apparues le plus souvent. Une énorme majorité des répondants ne signale pas leur expérience de discrimination vécue, soit parce qu'ils ne connaissent pas les procédures à suivre, soit par conviction qu'un signalement «ne changerait rien». L'Agence émet une série de recommandations aux décideurs politiques pour chaque problématique soulevée.

Notons que la publication de ce rapport final avait été précédée par la publication de *Données en bref* sur les Roms (http://fra.europa.eu/fraWebsite/attachments/EU-MIDIS_ROMA_FR.pdf) et les musulmans (http://fra.europa.eu/fraWebsite/attachments/EU-MIDIS_MUSLIMS_EN.pdf).

AILLEURS DANS LE MONDE...

5. Outil de lutte contre la haine sur internet

Un nouvel outil pour prévenir et lutter contre la diffusion de propos haineux sur internet a été développé par le **Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme** (Belgique).

La brochure, intitulée *Delete Cyberhate : Racisme et discrimination sur internet*

(http://www.diversite.be/?action=publicatie_detail&id=110&thema=3), propose des pistes de réflexion et d'action ainsi que des conseils pratiques afin de mieux réagir au phénomène de la «cyberhaine». L'organisme tente ainsi de réagir à l'augmentation du discours haineux sur internet, et au fait que les auteurs de ces discours sur internet font preuve de plus en plus d'inventivité dans la diffusion de leurs messages. Le document vise à informer le lecteur quant aux différents visages de la «cyberhaine» et à l'application de la législation dans ce domaine.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

LOCALES...

6. Revue de l'année du Conseil canadien pour les réfugiés

La revue de l'année : les préoccupations de 2009

(<http://www.ccrweb.ca/documents/preoccupations2009.pdf>), diffusée par le **Conseil canadien pour les réfugiés (CCR)**, donne un aperçu des actions et des positions du gouvernement fédéral du Canada quant aux questions relatives aux réfugiés et aux immigrants en 2009, selon le point de vue du **CCR**. L'organisme a également dédié une page de son site web à cette revue, qui contient des liens agrémentant les différentes rubriques présentées (<http://ccrweb.ca/fr/concerns2009>).

INTERNATIONALES...

7. Lutte contre la discrimination religieuse en Europe

At Home in Europe, un projet de l'**Open Society Institute (OSI)**, vient de publier un rapport synthèse sur la situation des musulmans en Europe, intitulé *Muslims in Europe : A Report on 11 EU Cities*

(http://www.soros.org/initiatives/home/articles_publications/publications/muslims-europe-20091215/a-muslims-eu-20091215.pdf). Le document examine la situation des musulmans dans onze villes de l'Union européenne quant à la cohésion, le sentiment d'appartenance, la discrimination et les interactions dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la répartition géographique et du logement, de la santé, de la police et la sécurité, de la participation civile et politique, et finalement des médias. Selon cette étude, la discrimination sur des critères religieux demeure une barrière importante à la pleine et égale participation des musulmans à la société dans laquelle ils vivent. Celle-ci aurait même augmenté durant les cinq dernières années.

L'organisme présente plusieurs recommandations aux responsables politiques de l'Union européenne ainsi qu'aux responsables nationaux et locaux. L'OSI insiste sur le rôle important des villes dans la lutte contre la discrimination religieuse et également pour «ouvrir la voie à l'intégration d'une populations diversifiée». Les rapports individuels des 11 villes seront publiés au début 2010.

8. Droits humains des migrants dans le monde

Human Rights Watch a récemment déposé un rapport sur les violations des droits des migrants dans le monde intitulé *Slow Movement: Protection of Migrants' Rights in 2009*

(http://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/migrants1209.pdf). **Human Rights Watch** fait ainsi état de la situation des travailleurs migrants et de la violation de leurs droits dans certains pays dont la Chine, l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, les États-Unis, la France, l'Italie, le Liban et la Russie. Le document révèle de nombreux cas de détentions arbitraires et d'expulsions de personnes vers des pays où elles sont en danger, notamment en Grèce, Italie, Libye, Égypte et Israël, et des cas généralisés de mauvais traitements de travailleurs domestiques migrants dans le secteur de la construction au Moyen-Orient et en Russie. Les États-Unis sont également pointés du doigt concernant les pratiques fréquentes d'expulsion de migrants en situation irrégulière sous prétexte de délits non violents sans fournir des soins de santé en cas de détention. L'organisme déplore de plus le comportement de la Malaisie et de l'Italie, qui

acceptent tacitement les actions violentes de groupes civils de justice populaire qui contrôlent les migrants. Finalement, le document recommande plusieurs mesures aux différents gouvernements afin de respecter les droits des migrants, dont celle de ratifier la *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille* de l'Organisation des Nations Unies.

9. Politiques d'immigration de l'Union européenne

Une nouvelle publication sur les politiques d'immigration et d'asile en Europe intitulé *Beyond Stockholm: Overcoming the Inconsistencies of Immigration Policy* (http://www.epc.eu/TEWN/pdf/954588169_EPC%20Working%20Paper%2032%20Beyond%20Stockholm.pdf) a été lancée par l'organisme **European Policy Centre**. Ce rapport dresse un état de la situation des politiques de l'immigration européennes et des progrès accomplis ces cinq dernières années, et considère le potentiel du court et moyen terme pour le développement des politiques d'immigration au niveau européen, pour finalement proposer des mesures à appliquer pour développer ces politiques. Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la récente adoption par la **Commission européenne** d'un nouveau programme en matière de justice et d'affaires intérieures, qui vise à renforcer l'Union européenne en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice.

10. La Convention comme outil de protection des travailleurs migrants

L'organisme **December 18** (Belgique) propose une nouvelle série d'articles sur la *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille* de l'ONU. Dans un premier article intitulé *The International Convention on Migrant Workers and Its Relevance for the Middle East* (<http://www.december18.net/sites/default/files/MWCinME.pdf>), l'auteur illustre l'utilité ainsi que la pertinence de la dite Convention dans la protection de travailleurs migrants dans les États du Moyen-Orient qui ont ratifié cette dernière, et conclut que le Moyen Orient, de par sa situation, fournit un cas exemplaire qui démontre en quoi un tel traité est nécessaire pour défendre les travailleurs migrants et les membres de leurs familles.

11. Immigration illégale aux États-Unis

Le **Migration Policy Institute (MPI)** (USA), dans un nouveau rapport intitulé *The Economics and Policy of Illegal Immigration in the United States* (<http://www.migrationpolicy.org/pubs/Hanson-Dec09.pdf>), analyse l'impact qu'a l'immigration illégale sur l'économie des États-Unis. Le rapport met de l'avant le fait que : les immigrants illégaux représentent une grande part de la force de travail des immigrants peu qualifiés ; l'immigration illégale répond aux demandes du marché que l'immigration légale ne peut combler actuellement ; l'impact global de l'immigration illégale sur l'économie est minime ; et que les mesures prises pour lutter contre l'immigration illégale coûtent cher comparativement aux gains que l'on pourrait espérer de l'élimination de cette dernière. Finalement, le rapport conclut en suggérant que des changements de politiques auraient la capacité de renforcer la contribution positive que les travailleurs peu qualifiés amènent à l'économie des États-Unis, cela en rendant ces activités légales.

Cette veille a été compilée par Carole Gessney (assistante de recherche de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté) avec la collaboration d'Ann-Marie Field (coordonnatrice de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté).

Pour des renseignements ou commentaires, communiquer avec la CRIEC:
criec@uqam.ca ou (514) 987-3000 poste 3318